

**MINUTES DE LA 6ème REUNION
DU XXVII^{ème} CONSEIL DE COORDINATION**

Tenue le 14 janvier 2010 à 14h00 à la Salle VIII

Présents : M. Chiraz-Baly ; M. Doumbouya-Fode ; M. Gasnault ; M. Kenfack ; M. Mahdi ; Mme Moller ; M. Mporamazina ; M. Perera ; M. Richards ; M. Rouai ; M. Stancu ; Mme Steccazzini ; M. Touihri ; M. Winch ; M. Zargouni ; Mme Zucchelli.

Absents : M. Boubakeur ; M. Campos (excusé) ; M. Koheallee (excusé) ; M. Liondjo (excusé) ; M. Luvet (excusé) ; M. Ramasamy (excusé) ; Mme Roulin-Hernandez (excusée) ; Mme Steccazzini (excusée) ; Mme Tourre.

* * *

Début de la séance : 14h10.

ORDRE DU JOUR

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Adoption des minutes de la séance précédente
3. Rapport du Bureau exécutif, y compris les résumés des communications reçues et envoyées et des entretiens avec l'Administration
4. Rapport des commissions, groupes de travail et autres organes du Conseil
Divers
12. Date et ordre du jour provisoire de la prochaine séance

-
1. Adoption de l'ordre du jour

Adopté avec un point supplémentaire : Collecte pour Haïti.

2. Adoption des minutes de la séance précédente

Adoptées.

3. Rapport du Bureau exécutif, y compris les résumés des communications reçues et envoyées et des entretiens avec l'Administration

Voir les minutes du Bureau exécutif.

1^{ère} recommandation du Bureau faite au Conseil :

L'Administration a nommé M. Joyce en charge du Bureau OSLA à Genève. Le Secrétaire exécutif doit le rencontrer dans les jours qui suivent. Le Secrétaire exécutif a suggéré au Bureau exécutif de mettre 50.000,00 frs à la disposition de

OSLA. Cette aide devra être réservée en priorité absolue au personnel de Genève, dans le but d'aider le personnel qui en a besoin. Puis on demandera un rapport trimestriel sur les cas réalisés à Genève (cette somme sera prise sur la subvention accordée par le SAFI).

Le Conseil autorise le Bureau à faire cette démarche et mettre cet argent à la disposition de OSLA. Le Conseil donne un accord de principe pour aller de l'avant mais il faut des projets concrets et structurés (M. Zargouni préparera un mémo pour OSLA à cet effet).

2^{ème} recommandation du Bureau faite au Conseil : SMCC spécial, réunion à Vienne (le Secrétaire exécutif et le Président du Conseil devraient faire partie de la délégation).

L'assemblée générale a refusé que les contrats continus soient mis en application en janvier 2010 vu que le rapport ne satisfait pas aux questions posées et n'apporte pas de réponses aux remarques de l'ACABQ. Il faut donc se réunir dans le cadre d'un SMCC spécial pour voir ce qui n'a pas fonctionné devant l'assemblée générale. Trois jours de négociations sont donc prévus pour préparer un document qui devra être accepté par l'administration et par les représentants du personnel et répondre aux questions de l'ACABQ et aux réponses de l'Assemblée générale.

Délégation pour le SMCC :

Le Conseil est POUR envoyer une délégation à Vienne pour le SMCC Spécial. La délégation sera composée du Secrétaire exécutif et du Président du Conseil (Décision faite à l'unanimité).

Il est demandé au Secrétaire exécutif de préparer la position de principe, en commun accord avec les autres syndicats.

Safi : le Secrétaire exécutif a fait parvenir au cabinet d'avocats une copie des documents reçus de l'administration pour revitaliser le SAFI et revoir la situation juridique du SAFI.

Eléments importants :

- 1) pérennisation du Safi pour qu'il ne soit pas fermé.
- 2) refus de délocalisation
- 3) refus de sacrifier le personnel actuel du SAFI.

Il est à noter que le Safi est actuellement très bien géré. Une partie des bénéfices revient au Conseil et est utilisée pour les activités syndicales du Conseil, le gala du personnel, les subventions pour les clubs culturels et sportifs.

Cas personnels :

M. Rouai a suggéré au Bureau, vu que nous ne savons pas toujours ce qui est fait pour les cas personnels, de donner un suivi des cas à chaque réunion du Conseil. Il faut absolument réviser cette façon de représenter les cas personnels : les personnes qui prennent en charge les cas d'autres collègues doivent considérer cette activité comme officielle.

- Il y a un cas déjà pris en charge par le Conseil précédent qui se trouve actuellement devant le Tribunal. Il a été demandé au Bureau d'octroyer la somme de 5000 Frs. Il est demandé au Conseil d'entériner la décision du Bureau.

- Cas présenté par M. N. Lindup : le Bureau a accordé 6000 Frs à la personne en question. Mme Moller a donné son opinion juridique là-dessus.

Décision : le Conseil accepte à l'unanimité d'accorder ces 6000 Frs (+ 1 abstention).

Clubs : le Bureau recommande au Conseil que la Commission financière puisse octroyer les subventions annuelles aux clubs qui ont présenté le bilan annuel de leurs activités. C'est un vote de principe .

Approuvé à l'unanimité.

Médailles à octroyer aux collègues qui ont accompli 25 ou 30 ans de service :

M. Zargouni propose, comme cela s'est déjà fait dans le passé, une remise de médailles aux collègues qui ont accompli 25 ou 30 ans de service et pour ceux vont partir à la retraite, en espérant que cette cérémonie sera perpétuée tous les ans...(+ médailles aux personnes retraitées centenaires).

Accepté à l'unanimité sauf 1 abstention.

Tremblement de terre à Haïti

Il y a une décision de principe sur le texte de broadcast à envoyer pour l'organisation d'une collecte.

Il n'y a plus de quorum à 15h30.

MINUTES DE LA 4^{ème} REUNION DU XXVII^{ème} CONSEIL DE COORDINATION

Tenue le 1^{er} octobre 2009 à 14h00 à la Salle VIII

Présents : M. Chiraz-Baly ; M. Boubakeur ; M. Gasnault ; M. Mahdi ; Mme Moller ;
M. Mporamazina ; M. Perera ; M. Richards ; M. Rouai ; M. Stancu ;
Mme Steccazzini ; M. Touihri ; M. Winch ; M. Zargouni ; Mme Zuchelli.

Absents : Mme Benhayoune (mission) ; M. Campos (excusé) ; M. Doumbouya-Fode ;
M. Kenfack ; M. Koheallee (excusé) ; M. Liondjo ; M. Luvet (excusé) ;
M. Ramasamy ; Mme Roulin-Hernandez (excusée) ; Mme Tourre.

* * *

Début de la séance : 14h05.

ORDRE DU JOUR

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Adoption des minutes de la séance précédente
3. Election des membres de la Commission socioculturelle
4. Rapport du Bureau exécutif, y compris les résumés des communications reçues et envoyées et des entretiens avec l'Administration
5. Rapport des commissions, groupes de travail et autres organes du Conseil
 - a) Commission des Finances
 - b) Etablissement de groupes de travail
6. Proposition d'une réunion des représentants du personnel de l'ONUG (Conseil, assemblées, commissions paritaires, etc.) et journée de formation
7. Gala du personnel et Fête des enfants
8. Cas personnels et utilisation des fonds de solidarité
9. Questions pour le prochain JNC
10. Questions proposées par les membres du Conseil
11. Divers
12. Date et ordre du jour provisoire de la prochaine séance

1. Adoption de l'ordre du jour

Adopté.

2. Adoption des minutes de la séance précédente

Adoptées.

3. Election des membres de la Commission socioculturelle

M. Zargouni propose Messieurs Mahdi et Richards ; M. Richards propose M. Rouai ;
M. Gasnault propose M. Winch.

Messieurs Mahdi, Richards, Rouai, Winch acceptent d'être candidats.

Vu qu'il y a 4 postes à pourvoir et seulement 4 candidats, Messieurs Mahdi, Richards, Rouai et Winch sont élus par consensus, sans procéder au vote à bulletin secret.

Accepté à l'unanimité.

4. Rapport du Bureau exécutif, y compris les résumés des communications reçues et envoyées et des entretiens avec l'Administration (voir les minutes du Bureau exécutif distribuées au Conseil).

M. Zargouni estime qu'il faut rencontrer les différents Etats membres devant la 5^{ème} Commission de l'Assemblée générale et avoir une position commune avec les différents représentants du personnel. A cet effet, il propose une délégation de 2 personnes pour rencontrer les Etats Membres, pour expliquer notre position et obtenir des réponses à nos questions, et aux interrogations de l'ACABQ (contrats continus, mobilité, etc.). M. Zargouni demande formellement qu'on autorise le Conseil à participer à cette étude.

5. Rapport des commissions, groupes de travail et autres organes du Conseil

- a) Commission des Finances
- b) Etablissement de groupes de travail

6. Proposition d'une réunion des représentants du personnel de l'ONUG (Conseil, assemblées, commissions paritaires, etc.) et journée de formation.

Suite à la formation qui a eu lieu à Istanbul et à laquelle a assisté Mme Benhayoune (voir son rapport de mission), le Président du Conseil a suggéré au Bureau une réunion de représentants du personnel de l'ONUG avec une journée de formation. Ce point sera à discuter lors d'une prochaine réunion du Conseil.

7. Gala du personnel et Fête des enfants.

Un projet d'évolution pour la fête des enfants et la fête du personnel est présenté par M. Mahdi et M. Rouai afin d'obtenir un début de financement pour ces travaux et autoriser la Commission financière à effectuer des paiements pour ces deux fêtes.

- Fête des enfants : elle sera gratuite (M. Mahdi a transmis au Bureau exécutif un budget pour la fête des enfants).

- Fête du personnel : elle sera également gratuite (M. Rouai fait un rapport aux différentes réunions du Bureau).

8. Cas personnels et utilisation des fonds de solidarité.

M. Zargouni présente 4 cas personnels, dont un cas litigieux avec la crèche dans le Canton de Vaud.

- 1^{er} cas : la personne concernée a été mal conseillée et demande une aide légale. Ce cas se trouve maintenant devant le Conseil de discipline.

Le Conseil accepte avec 13 voix POUR et 1 abstention.

- 2^{ème} cas (problème avec la crèche) : le Secrétaire exécutif propose 5000 Frs. pour aider juridiquement cette personne, sur présentation d'une facture d'avocat. **(accepté à l'unanimité).**

- 3^{ème} cas : 4000 Frs. (**accepté à l'unanimité**).

- 4^{ème} cas : présenté par M. Winch (il s'agit d'une aide financière accordée par le précédent Conseil et dont le cas a maintenant été soumis au JAB (**accepté à l'unanimité, avec un plafond fixé à 4000 Frs**)).

9. Questions pour le prochain JNC.

A déterminer ultérieurement.

10. Questions proposées par les membres du Conseil.

- Il a été demandé au Bureau exécutif d'organiser une collecte pour la Philippine : **le Conseil accepte à l'unanimité.**

- **CCISUA** : le Conseil, lors de sa dernière réunion, a décidé de revenir dans le CCISUA. Le Secrétaire exécutif demande au Conseil de régler pour commencer la somme de 2000 Frs puis le montant effectif sera déterminé en fonction du nombre de fonctionnaires.

Le Secrétaire exécutif adjoint demande au Secrétaire exécutif d'expliquer au Conseil quel est l'intérêt de revenir au CCISUA. M. Zargouni mentionne qu'il préparera l'historique du CCISUA, ce qui a été fait à travers le CCISUA et l'intérêt d'y revenir.

M. Winch informe le Conseil que la liste New Wood va s'abstenir de voter, vu que l'année dernière elle a déjà voté pour sortir du CCISUA dans le but de rentrer dans l'UNISERV.

Résultats du vote

- 10 voix POUR
- 3 ABSTENTIONS

11. Divers.

Sans objet.

12. Date et ordre du jour provisoire de la prochaine séance.

A déterminer ultérieurement.

Fin de la séance : 15h15.

(5)

**MINUTES DE LA 3^{ème} REUNION
DU XXVII^{ème} CONSEIL DE COORDINATION**

Tenue le 9 juillet 2009 à 14h00 à la Salle XI

Présents : M. Chiraz-Baly ; Mme Benhayoune ; M. Boubakeur ; M. Doumbouya-Fode ; M. Mahdi ; Mme Moller ; M. Mporamazina ; M. Perera ; M. Ramasamy ; M. Richards ; M. Rouai ; M. Winch ; M. Zargouni ; Mme Zuchelli.

Absents : M. Campos (excusé) ; M. Gasnault (excusé) ; M. Hafiz ; M. Kenfack (excusé) ; M. Kohealtee (excusé) ; M. Liondjo ; M. Luvet (excusé) ; Mme Roulin-Hernandez (excusée) ; M. Stancu (excusé) ; Mme Steccazzini (excusée) ; Mme Tourre (excusée).

* * *

Début de la séance : 14h10.

ORDRE DU JOUR

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Adoption des minutes de la séance précédente
3. Rapport du Bureau exécutif, y compris les résumés des communications reçues et envoyées et des entretiens avec l'Administration
4. Rapport des commissions, groupes de travail et autres organes du Conseil
 - a) Election d'un membre du Bureau
 - b) Election des membres de la Commission socioculturelle
5. Budget du XXVII^{ème} Conseil
6. Cas personnels
7. Problèmes soulevés par la transition des contrats
8. Questions pour la prochaine réunion JNC
9. Relations avec les fédérations UNISERV et CCISUA
10. Questions proposées par les membres du Conseil
11. Divers
12. Date et ordre du jour provisoire de la prochaine séance

-
1. Adoption de l'ordre du jour

Adopté.

2. Adoption des minutes de la séance précédente

Adoptées.

3. Rapport du Bureau exécutif, y compris les résumés des communications reçues et envoyées et des entretiens avec l'Administration

Voir les minutes du Bureau exécutif distribuées au Conseil.

4. Rapport des commissions, groupes de travail et autres organes du Conseil

a) Election d'un membre du Bureau

Mme Lin Dan a démissionné du Conseil le 6 juillet 2009. Au nom de la liste Hope Team, M. Rouai propose M. Chiraz Baly (candidature soutenue par M. Mahdi).

Le Conseil passe au vote.

Résultats obtenus (14 voix exprimées)

- 13 voix POUR
- 1 vote blanc

M. Chiraz Baly est élu dans le Bureau exécutif.

b) Election des membres de la Commission socioculturelle

Dans un premier temps, le Bureau doit sortir un broadcast pour faire un appel de candidatures au personnel.

5. Budget du XXVIIème Conseil

M. Ramasamy présente au Conseil le projet de budget pour 2009-2010 et fait un rapport des dépenses de l'année écoulée. En prenant en compte les remarques faites par les auditeurs aux comptes, il suggère :

- Frais d'avocats : détailler les cas effectués l'année précédente par M. Flaherty (demande faite par les auditeurs aux comptes).
- Fonds de solidarité du Conseil de coordination : établir des procédures dans le futur et prévoir des gardes-fous (le Conseil ne peut fournir une aide que sur une base exceptionnelle).
- Travel Claims : prévoir une brève description des voyages à régler (avec rapport de mission).

Le Conseil propose que le Bureau se penche sur les règles à établir (comment aider les personnes en difficulté ; lors d'un JNC prévoir de discuter la situation du Fonds de solidarité de l'ONUG (ce qui a déjà été fait par le Fonds de solidarité, chiffres cas par cas). Si ces cas sont refusés par le Fonds de solidarité, prévoir l'aide à apporter sur une base humanitaire).

Messieurs Mahdi et Winch, faisant partie du Fonds de solidarité des Nations Unies, sont chargés de faire une enquête sur le fonctionnement du Fonds de solidarité de l'ONUG. Ils présenteront les résultats de leur enquête et leurs suggestions au Bureau puis au Conseil.

M. Zargouni demande formellement d'adopter le budget du Conseil.

Résultats

- 12 voix POUR
- 0 CONTRE
- ABSTENTION : 1

5. Cas personnels

- Il y a 3 cas en urgence, dont 2 retraités.

Le Conseil propose 4000 Frs pour les 2 personnes à la retraite (qui ne pourront sans doute pas rembourser le Conseil) et 3000 Frs pour la personne qui remboursera ultérieurement.

Mme Moller demande que dans le futur un résumé des cas personnels soit fait pour aider les membres du Conseil à prendre une décision.

Le Conseil à l'unanimité (14 voix POUR) accepte le paiement des 4000 Frs pour les 2 personnes retraitées et 3000 Frs pour le 3^{ème} cas.

- Paiement à M. Amerasinghe

Le Conseil est d'avis de payer la facture restée en suspens par le Conseil précédent. Pour ce faire, la Commission financière a besoin des contrats établis avec M. Amerasinghe, des modalités de paiement, doit connaître ce que le Conseil lui a demandé de faire et combien de cas il a produit.

Décision

Le Conseil à l'unanimité (13 voix POUR) décide de payer M. Amerasinghe si les conditions sont requises mais cela ne doit pas servir de précédent. Il est précisé qu'un membre du Conseil de coordination n'est pas autorisé à payer une facture au nom du Conseil. Ce paiement se fera donc sur une base exceptionnelle et ne doit pas être répété.

M. Zargouni charge le Président du Conseil d'approcher Force Intersyndicale sur ce point.

6. Problèmes soulevés par la transition des contrats

Point non discuté.

7. Questions pour la prochaine réunion JNC

Point non discuté.

8. Relations avec les Fédérations UNISERV et CCISUA

M. Zargouni informe le Conseil que cette année il y a 2 réunions importantes : SMCC et CFPI. Il estime que la Fédération de l'UNISERV est une coquille vide et qu'avec le CCISUA nous pourrions travailler de manière plus efficace, discuter à la 5^{ème} Commission et cela permettrait de nous exprimer à un haut niveau.

M. Zargouni demande formellement qu'on retourne de nouveau dans le CCISUA, moyennant paiement, contrairement à l'UNISERV qui est une Fédération gratuite.

Il regrette que le Conseil n'ait pas assisté à la CFPI vu qu'il y avait des points importants à défendre pour le personnel.

M. Mporamazina pense qu'il faut rejoindre la Fédération mais fait remarquer que dans le budget nous n'avons pas voté de ligne budgétaire à cet effet.

Question posée : « Qui est pour que le Conseil rentre de nouveau dans le CCISUA ? »

Résultats

- 11 voix POUR
- CONTRE : 0
- 2 ABSTENTIONS

9. Questions proposées par les membres du Conseil

Séminaire de formation à Istanbul : 2 personnes peuvent participer (durée : 3 jours).

Mme L. Benhayoune est intéressée à assister à ce séminaire.

Le Conseil passe au vote (13 votants).

Résultats

- 13 voix POUR
- 0 abstention.

Mme Benhayoune assistera au séminaire de formation à Istanbul.

Il n'y a plus de quorum à 15h50.

**MINUTES DE LA 2^{ème} REUNION
DU XXVII^{ème} CONSEIL DE COORDINATION**

(3^{ème} reprise)

Tenue le 24 juin 2009 à 14h00 à la Salle VIII

Présents : M. Chiraz-Baly ; M. Boubakeur ; M. Gasnault ; Mme Lin Dan ;
M. Mahdi ; M. Mporamazina ; M. Richards ; M. Rouai ; M. Stancu ;
Mme Steccazzini ; Mme Tourre ; M. Winch ; M. Zargouni.

Absents ; Mme Benhayoune ; M. Campos (excusé) ; M. Doumbouya-Fode (excusé) ;
M. Kenfack ; M. Koheallee (excusé) ; M. Liondjo ; M. Luvet (excusé) ;
Mme Moller ; M. Perera ; M. Ramasamy (excusé) ; Mme Roulin-Hernandez
(excusée) ; Mme Zuchelli (excusée).

* * *

Début de la séance : 14h10.

ORDRE DU JOUR

6. Election du représentant du Conseil auprès de l'AMFI
7. Adoption du programme de travail du XXVII^{ème} Conseil
8. Proposition pour une assemblée générale
9. Participation au SMCC (+ honoraires de M. Amerasinghe)
10. Questions proposées par les membres du Conseil
11. Divers
12. Date et ordre du jour provisoire de la prochaine séance

M. Liondjo, membre du Bureau, a démissionné du Conseil. M. Zargouni demande donc d'élire un nouveau membre dans le Bureau. Il propose M. Mporamazina (appuyé par M. Mahdi). M. Mporamazina accepte cette candidature.

Le Conseil passe au vote (13 membres présents).

Résultats : 13 voix POUR.

M. Mporamazina est élu dans le Bureau.

Point resté en suspens : Proposition d'établissement d'une Commission socioculturelle

A l'unanimité, le Conseil décide d'établir une Commission socioculturelle.

Le Conseil devra faire un appel de candidatures parmi le personnel.

6. **Election du représentant du Conseil auprès de l'AMFI**

Lors de la dernière réunion, M. Richards avait été proposé par le Bureau comme candidat (appuyé par M. Mahdi). New Wood avait proposé d'adjoindre une 2^{ème} personne auprès de l'AMFI, M. Bitar.

Le Conseil vote sur la question de savoir si on inclut M. Bitar sur la liste.

Résultats

- 6 voix POUR
- 3 voix CONTRE
- 4 abstentions

M. Bitar sera inclus dans la liste à proposer à l'AMFI (accepté à l'unanimité).

7. **Adoption du programme de travail du XXVIIème Conseil**

Le Conseil discute sur le programme de travail. M. Winch mets l'accent sur l'importance de la continuité dans le soutien juridique accordé aux membres du personnel.

Le Conseil passe au vote.

Résultats

- 10 voix POUR
- 0 voix CONTRE
- 3 abstentions

Le programme de travail est adopté.

Il n'y a plus de quorum à 15h10.

**MINUTES DE LA 2^{ème} REUNION
DU XXVII^{ème} CONSEIL DE COORDINATION
(2^{ème} reprise)**

Tenue le 28 mai 2009 à 14h00 à la Salle IX

Présents : M. Chiraz-Baly ; Mme Benhayoune ; M. Boubakeur ; M. Doumbouya-Fode ; M. Gasnault ; Mme Lin Dan ; M. Liondjo ; M. Mahdi ; Mme Moller ; M. Mporamazina ; M. Prémont ; M. Richards ; M. Rouai ; Mme Steccazzini ; M. Winch ; M. Zargouni.

Absents : M. Campos (excusé) ; M. Kenfack (mission) ; M. Koheeeallee (excusé) ; M. Luvet (excusé) ; M. Perera ; M. Ramasamy (excusé) ; Mme Roulin-Hernandez (excusée) ; M. Stancu (congé) ; Mme Zuchelli (excusée).

* * *

Début de la séance : 14h10.

ORDRE DU JOUR

5. Rapport des commissions, groupes de travail et autres organes du Conseil
 - a) Election de la Commission financière.
 - b) Proposition d'établissement d'une Commission socioculturelle. (pas fait)
 - c) Propositions pour la création de groupes de travail. (SMCC)
6. Election du représentant du Conseil auprès de l'AMFI
7. Adoption du programme de travail du XXVII^{ème} Conseil (pas fait)
8. Proposition pour une assemblée générale
9. Participation au SMCC (+ honoraires de M. Amerasinghe)
10. Questions proposées par les membres du Conseil
11. Divers
12. Date et ordre du jour provisoire de la prochaine séance

-
5. Rapport des commissions, groupes de travail et autres organes du Conseil
 - a) Election de la Commission financière (toute election de personnes se fait à bulletins secrets et à la majorité absolue).

La Commission financière est composée de 4 membres dont 1 élu d'office par le Bureau exécutif. A cet effet, M. Zargouni a été élu d'office par le Bureau exécutif.

. M. Ramasamy est candidat.

Résultats obtenus

- 13 voix POUR
- 3 abstentions.

M. Ramasamy est élu dans la Commission financière.

. M. Kenfack est candidat.

Résultats obtenus

- 12 voix POUR
- 4 abstentions.

M. Kenfack n'est pas élu.

. M. Chiraz-Baly est candidat.

Résultats obtenus

- 13 voix POUR
- 3 abstentions.

M. Chiraz-Baly est élu dans la Commission financière.

M. Zargouni propose alors M. Mahdi.

Résultats obtenus

- 12 voix POUR
- 4 abstentions.

M. Mahdi n'est pas élu.

M. Doumbouya-Fode suggère de procéder à un 2^{ème} tour de scrutin. M. Mahdi décide alors de se retirer. Il reste donc la candidature de M. Kenfack.

Résultats obtenus

- 13 voix POUR
- 3 abstentions

M. Kenfack est élu dans la Commission financière.

6. Election du représentant du Conseil auprès de l'AMFI

Le Bureau propose un candidat, M. Richards (appuyé par M. Mahdi).

New Wood aimerait adjoindre une 2^{ème} personne auprès de l'AMFI, en l'occurrence M. Bitar qui n'est pas membre du Conseil et de plus non présent dans la salle.

M. Zargouni suggère de reporter cette question à la prochaine réunion du Conseil.

7. Proposition pour une assemblée générale du personnel

M. Zargouni propose une assemblée générale extraordinaire le 25 juin 2009 avec l'ordre du jour suivant :

- Election des scrutateurs
- Election des vérificateurs aux comptes
- Présentation des décisions prises lors du SMCC XXX.

8. Participation au SMCC (+ honoraires de M. Amerasinghe)

Cette question étant de grande importance (question des contrats, administration de la justice, sélection « P Staff »), il est proposé de mettre ce point avant la Commission socioculturelle.

Le Bureau recommande au Conseil de participer au SMCC afin de pouvoir présenter la position de Genève.

Mme Lin Dan suggère d'envoyer un broadcast au personnel pour demander leurs commentaires ou leur avis sur la question et de joindre à ce broadcast les documents de l'Administration et les propositions du Conseil.

M. Rouai demande la création d'un groupe de travail SMCC afin de préparer une position commune de Genève. Feront partie de ce groupe : Messieurs Zargouni, Mporamazina, Prémont et Mme Moller.

Délégation pour le SMCC à Nairobi

M. Zargouni propose d'envoyer pour cette délégation : le Secrétaire exécutif du Conseil, le Président du Conseil et M. Mporamazina.

Le Conseil vote sur la délégation : 12 personnes sont en faveur de cette délégation.

Il n'y a plus de quorum à 15h30. La reprise de cette réunion aura lieu le 24.6.09.

**MINUTES DE LA 2^{ème} REUNION
DU XXVII^{ème} CONSEIL DE COORDINATION**

Tenue le 14 mai 2009 à 14h00 à la Salle VIII

Présents : M. Chiraz-Baly ; Mme Benhayoune ; M. Boubakeur ; M. Campos ; M. Kenfack ; Mr. Koheeeallee ; M. Liondjo ; Mme Moller ; M. Mporamazina ; M. Ramasamy ; M. Richards ; M. Rouai ; Mme Roulin-Hernandez ; M. Stancu ; M. Zargouni.

Absents : M. Doumbouya-Fode ; M. Gasnault (excusé) ; Mme Lin Dan ; M. Luvet ; M. Mahdi (excusé) ; M. Perera ; M. Prémont (excusé) ; Mme Steccazzini (excusée) ; M. Winch (excusé) ; Mme Zuchelli (excusée).

* * *

Début de la séance : 14h00.

ORDRE DU JOUR

1. Adoption de l'ordre du jour provisoire.
2. Adoption des minutes de la séance précédente.
3. Rapport du Bureau exécutif, y compris les résumés des communications reçues et envoyées et des entretiens avec l'Administration.
4. Rapport des commissions, groupes de travail et autres organes du Conseil
 - a) Election de la Commission financière.
 - b) Proposition d'établissement d'une Commission socioculturelle.
 - c) Propositions pour la création de groupes de travail.
5. Election du représentant du Conseil auprès de l'AMFI
6. Adoption du programme de travail du XXVII^{ème} Conseil
7. Proposition pour une assemblée générale
8. Participation au SMCC (+ honoraires de M. Amerasinghe)
9. Questions proposées par les membres du Conseil
10. Divers
11. Date et ordre du jour provisoire de la prochaine séance

Au nom d'Intersyndicale, M. Campos demande de mettre en point 2 un point intitulé :
Motion de confiance dans le Secrétaire exécutif, M. Zargouni.

1) **Adoption de l'ordre du jour provisoire**

1. Adoption de l'ordre du jour provisoire
2. Motion d'ordre présenté contre le Secrétaire exécutif
3. Adoption des minutes de la séance précédente.
4. Rapport du Bureau exécutif, y compris les résumés des communications reçues et envoyées et des entretiens avec l'Administration.

Il est précisé que la question du paiement à M. Amerasinghe sera discutée au point 8, comme initialement prévu.

L'ordre du jour ainsi modifié est accepté par le Conseil.

2) Motion d'ordre présenté par M. Campos

M. Campos demande à tous les collègues de se déterminer sur l'autorité du Secrétaire exécutif actuellement en fonction. Il estime que la réprimande donnée par l'Administration à M. Zargouni n'est pas compatible avec sa fonction de Secrétaire exécutif. (voir à cet effet le texte de M. Campos adressé aux membres du Conseil).

M. Zargouni précise qu'il a fait l'objet d'une plainte mais que l'affaire est désormais classée.

M. Zargouni propose que le Conseil vote sur cette motion.

Le Président du Conseil pose la question suivante : « Est-ce que le Conseil est prêt à voter sur la non-confiance du Secrétaire exécutif » ?

Résultats

POUR : 10

CONTRE : 3

ABSTENTION : 0

Le Conseil supporte la décision de voter sur la motion de M. Campos.

Le Conseil passe donc au vote.

Pour cette motion : 3

Contre la motion : 9

Abstention : 1

La motion est rejetée.

3) Adoption des minutes de la 1^{ère} réunion du Conseil

Adoptées.

(avec cependant 1 modification : M. Stancu demande de préciser dans les minutes que les membres d'Intersyndicale ont quitté la salle après 2 minutes de réunion).

4) **Rapport du Secrétaire exécutif**

(Voir les minutes du Bureau exécutif)

5) **Election de la Commission financière**

3 candidats sont proposés :

- M. Rouai propose M. Chiraz Baly (il accepte)
- M. Zargouni propose M. Kenfack (il accepte)
- M. Rouai propose M. Ramasamy qui accepte sous certaines conditions (UN spécial : contributions à clarifier et comptes à auditer ; SAFI : statuts à revoir).

Par manque de quorum, la séance est levée à 15h40. (Reprise prévue pour mercredi prochain).

**MINUTES DE LA 1ère REUNION
DU XXVII^{ème} CONSEIL DE COORDINATION**

Tenue le 27 avril 2009 à 14H00 à la Salle XXVII

Présents : M. Chiraz-Baly ; Mme Benhayoune ; M. Boubakeur ; M. Doumbouya-Fode ; M. Kenfack ; Mme Lin Dan ; M. Liondjo ; M. Mahdi ; Mme Moller ; M. Mporamazina ; M. Richards ; M. Rouai ; M. Stancu ; Mme Steccazzini ; M. Zargouni ; Mme Zuchelli.

Absents : M. Campos ; M. Gasnault ; M. Kohealtee ; M. Luvet ; M. Perera ; M. Prémont (excusé) ; M. Ramasamy ; Mme Roulin-Hernandez ; M. Winch (excusé).

Egalement présents pour le Collège des scrutateurs : Delphine Lemaire (Présidente) ; Susanne Jacobsen (Vice-Présidente) ; Etienne Martinet (membre).

* * *

ORDRE DU JOUR

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Élection du Président du Conseil (scrutin secret).
3. Élection du Vice-président du Conseil (scrutin secret).
4. Élection du Bureau exécutif (scrutin secret).
5. Élection du Secrétaire exécutif (scrutin secret).

.....
Début de la séance : 14h00.

1. Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté sans modifications.

2. Élections du Président du Conseil (scrutin secret)

La présidence est assurée par la Présidente du Collège des scrutateurs, Mme D. Lemaire.

3. Élections du Vice-président du Conseil (à scrutin secret)

Les scrutateurs font un appel à candidature.

Mme Lin Dan propose M. I. Richards au poste de Président du Conseil (candidature appuyée par M. Zargouni). M. Richards accepte.

Le Conseil vote à bulletin secret (14 membres sont présents à ce stade de la réunion).

Résultats

- 13 voix POUR
- 0 voix CONTRE
- 0 ABSTENTION

M. Richards est élu Président du Conseil à la majorité absolue.

3. Election du Vice-président du Conseil (à scrutin secret)

Les scrutateurs font un appel à candidature.

M. Stancu propose M. Boubakeur (candidature appuyée par M. Rouai). M. Boubakeur accepte.

Résultats

- 13 voix POUR
- 0 voix CONTRE
- 0 ABSTENTION

M. Boubakeur est élu Vice-Président du Conseil.

M. Richards prend la présidence du Conseil.

4. Election du Bureau

Conformément au Chapitre V, Article 9, par. 1 du règlement de la représentation du personnel, la composition du Bureau reflète celle du Conseil ; le Bureau exécutif est composé de 7 membres désignés par le Conseil parmi ses membres, à sa première réunion, selon le par. 2 chaque liste ayant obtenu au moins 15 % des suffrages valides exprimés lors des élections au Conseil adroit à un des 7 sièges du Bureau exécutif.

Liste A- ALLIANCE (307 voix) : a obtenu 9 sièges.

Liste B – HOPE TEAM (235 voix) : a obtenu 7 sièges.

Liste C - FORCE INTERSYNDICALE (170 voix) : a obtenu 5 sièges.

Liste D - New Wood (137 voix) : a obtenu 4 sièges.

- Pour la liste A, M. Stancu nomme M. Zargouni (élu d'office).

- Pour la liste B, M. Lin Dan nomme M. Rouai (élu d'office).

Nota bene : Les listes C et D étaient présentes en début de séance mais ne souhaitaient pas participer à la 1^{ère} réunion du Conseil pour leurs propres raisons. De ce fait elles perdent leur membre élu d'office dans le Bureau exécutif. (voir Article 9, paragraphe 3 du règlement de la représentation du personnel).

JE PENSE QUE C'EST SEULEMENT LA LISTE C QUI EST VENUE. ILS N'ETAIENT PAS LA AU DEBUT MAIS SONT VENUES PENDANT L'ELECTION DU PRESIDENT PUIS SONT REPARTIS.

Deleted:

Sont donc nommés dans le Bureau à leur place :

M. Zargouni propose Mme C. Moller (soutenu par Mme Lin Dan).
(14 présents dans la salle = 14 voix POUR Mme Moller).

Deleted: M. Kenfack ???

Mme Moller est nommée et élue ??dans le Bureau.

M. Rouai propose Mme Lin Dan dans le Bureau (elle accepte). M. Zargouni appuie sa candidature.

Le Conseil passe au vote (avec 15 présents dans la salle)

Résultats

- 15 voix POUR
- 0 voix CONTRE
- 0 ABSTENTION

Mme Lin Dan est élue dans le Bureau.

5^{ème} poste :

M. Zargouni propose M. Liondjo (appuyé par M. Rouai).

Résultats

- 15 voix POUR
- 0 voix CONTRE
- 0 abstention

M. Liondjo est élu dans le Bureau.

6^{ème} poste

M. Rouai propose M. Kenfack (il accepte). M. Zargouni appuie sa candidature.

Résultats

- 15 voix POUR
- 0 CONTRE
- 0 ABSTENTION

M. Kenfack est élu dans le Bureau.

7^{ème} poste

M. Rouai propose Mme Benhayoune (elle accepte). M. Zargouni appuie sa candidature.

Résultats

- 15 voix POUR
- 0 voix CONTRE
- 0 abstention.

Mme Benhayoune est élue dans le Bureau.

Élection du Secrétaire exécutif (à scrutin secret)

Le Conseil passe au vote selon le chapitre V, Article 9, par. 5 : « un Secrétaire exécutif est élu par le Conseil parmi les 7 membres du Bureau exécutif, au scrutin secret et à la majorité absolue. »

M. Stancu propose M. Zargouni au poste de Secrétaire exécutif (il accepte).
M. Mahdi supporte sa candidature.

Résultats

- 15 voix POUR
- 0 voix CONTRE
- 0 ABSTENTION

M. Zargouni est élu Secrétaire exécutif du Conseil.

Mme Moller remercie les scrutateurs pour avoir présidé la séance et pour leur collaboration.

La séance est levée à 15h00.

**CORRECTION OF THE MINUTES OF THE FIRST MEETING
HELD ON 27 APRIL 2009**

12/05/2009

On behalf of the members of Force Intersyndicale, I would like to bring to your attention that the draft minutes of the Council meeting held on 27 April 2009 are factually incorrect. Therefore I request that the minutes be amended as follows:

1. The names of Mr. Gasnault, Mr. Kohecallee, Mr. Luvet, Mr. Pereira, Mr. Ramasamy, Ms. Roulin-Hernandez and Mr. Campos that have been erroneously entered as "absent" must be added to the list of "present members" with a footnote explaining that: "These members left the room after Mr. Campos made a declaration on their behalf and before the election of the President."

2. A new item 2 must be introduced before the present item 2 that should be renumbered accordingly (election of the president) stating that: "On behalf of the members of Force Intersyndicale and New Wood, Mr. Campos stated that: "He regretted that the President of the Polling Officers had convened the Council meeting before the Arbitration Commission had decided on all the appeals submitted to it, thus accepting instructions from a body not entitled to impart them. Furthermore, he regretted that the Arbitration Commission had decided to ignore the concerns brought to its attention and had failed the staff at a crucial time. As a result, staff representation at UNOG is now at the level of a cesspool."

I trust that you will proceed to introduce the above mentioned amendments to reflect the real facts.

Xavier Campos
Force Intersyndicale

**FORCE INTERSYNDICALE OBSERVATIONS AND PROPOSALS
CONCERNING THE PROPOSED WORK PROGRAMME OF THE
COORDINATING COUNCIL 2009-2010**

12/05/2009

On behalf of the members of Force Intersyndicale, I would like to bring to your attention that the proposed Work Programme has entirely omitted the mention of the "Legal Defense and Solidarity Fund" established last year. Under the present circumstances, when we are about to initiate a new chapter in the reform of the internal justice system with the arrival of the Dispute Judge to UNOG and taking into account the lack of a real bargaining culture and appropriated mechanisms at the United Nations, the support provided to staff to seek redress for their queries and claims and to ensure access to justice requires that the provision of free, professional and independent legal counseling be maintained as a matter of utmost priority.

Therefore, we propose that the present drafting of item 7 becomes item 1 on the list of priorities and that it be amended to state the following:

"To safeguard staff rights through the provision as part of the operation of the **STAFF LEGAL DEFENSE AND SOLIDARITY FUND** established by the Coordinating Council, of **free, professional and independent legal advice and counseling**, by recognized legal professionals respecting the freedom of choice of staff members and the commissioning of **legal opinions** with regard to conflicts and issues at the work-place, rights and entitlements of staff members and other relevant issues related to the terms and conditions of employment, such as harassment, discrimination and abuse of authority. Furthermore, to continue efforts to promote the **empowerment of staff** through negotiation, mediation and conflict resolution techniques as an alternative to litigation in the context of the new justice system."

Xavier Campos
Force Intersyndicale

TO THE 27TH COORDINATING COUNCIL 2009-2010

12 May 2009

MOTION ON NON-CONFIDENCE REQUESTING THE IMMEDIATE DISMISSAL OF MR. R. ZARGOUNI AS REPRESENTATIVE OF STAFF

On behalf of the members of Force Intersyndicale, I am submitting a formal motion for immediate dismissal of Mr. R. Zargouni as staff representative and requesting the discontinuation of his participation in the activities of the Coordinating Council, as well as all other staff representation bodies and joint bodies.

THE FACTS

1. Based on the attached material and other documents that the Coordinating Council has officially received, and that are open for perusal to all staff representatives, it is established that Mr. Zargouni has engaged in "deplorable" behavior and has not acted in manner consistent with the standards of conduct and integrity expected of staff members of the Organization. Quoting the findings of a previously carried out official investigation, a report submitted to the Secretary-General by the Geneva JAB (officially sent to the Coordinating Council by the Administration of Justice Unit on February 2009, and by the complainant), the Panel states that: [it] was astonished by the fact the [Mr. Zargouni] was only reprimanded...and considered that the fact that he "purged" (sic) himself in the course of the investigation by lying to the investigators was serious and would have warranted more than a mere reprimand".
2. The Regulations on Representation of the Staff of the United Nations at Geneva refer to the "scrupulous observance of the provisions of Article 101, paragraph 3 of the Charter." These requirements have been further developed by the ST/SGB/2008/5 of 11 February 2008 concerning the prohibition of discrimination, harassment, including sexual harassment, and abuse of authority establishing the obligation of managers, supervisors and all staff members to ensure that they do not engage in or condone behavior which could constitute prohibited conduct. It goes without saying that the obligation to observe the standards of conduct and to refrain from engaging in prohibited (and "deplorable") behavior and to take corrective measures must apply *a fortiori* in an even more stringent manner to staff representatives, given the special nature of their mandate, based on their personal probity, so as to deserve the confidence of staff, and in view of the special scrutiny and accountability they must satisfy in order to fulfill their function.
3. Mr. Zargouni's actions, perpetrated while he was Manager of the Text Processing Service as well as a member of the Executive Bureau of the Coordinating Council already disqualify him from further serving as a staff representative. Moreover, a criminal complaint has been lodged

against him before the competent Geneva authorities in connection with the behavior referred to above. This situation puts Mr. Zargouni in a clear conflict of interest with the promotion of justice and fairness, considering that the complainant has officially requested the support of the Staff Coordinating Council in her quest for redress.

4. The fact is that Mr. Zargouni has been officially reprimanded and could be prosecuted and severely sanctioned and his situation of conflict of interest with the due process of justice. It deprives him of the required independence in the fulfillment of his staff representation functions. In this regard, it must be recalled that the Regulations on the Representation of Staff of the United Nations at Geneva refer to the Universal Declaration of Human Rights and the ILO Conventions and state that "the independence of the Secretariat of the United Nations as a whole is inconceivable without independence for the Secretariat's staff members with regard to their own representation". Therefore, Mr. Zargouni's further participation in staff representation affairs will interfere with the right of staff "to formulate their programme of action independently and without any external interference." Mr. Zargouni must step down or be disqualified in order to prevent that he continues being a liability and a hurdle in the independent implementation of the staff representation programmes and mandates at UNOG.

THE MOTION

5. In learning about this situation last March, the Executive Secretary first and then the Executive Bureau tried to convince Mr. Zargouni to step down to preserve his and the Council's reputation. That only resulted in insult and aggression from Mr. Zargouni who claims that "he has to take no lessons from anyone."

6. Taking into account the above facts and the attached evidentiary material and in order to safeguard the independence, the probity and the good name of the staff representation at UNOG, we request that Mr. Zargouni be disqualified and dismissed as a staff representative, due to his actions contrary to the standards of conduct and integrity expected of the members of the United Nations and *a fortiori* of all those who seek to represent staff.

7. Given the circumstances, no Coordinating Council member should be legally and morally entitled to "just look away" and pretend that "he/she did not know". You must decide either to act in good conscience to safeguard the superior interest of staff or to become accomplices in the undermining and perversion of staff representation and its subordination to Mr. Zargouni's personal need for protection.

Therefore, we request that this motion for non-confidence and dismissal be treated as a priority item on the Council's agenda and that it be voted upon by way of a roll-call of the Council members.

Xavier Campos
Force Intersyndicale



POUVOIR JUDICIAIRE

PROCURER GÉNÉRAL

Place du Bourg-de-Four 1
Case postale 3565
1211 Genève 3

Palais de justice, le 13 novembre 2008

Tél. : + 41 22 327 26 00
Fax : + 41 22 327 01 11

Madame
Luisa DE PORRES
Rue Cavour, 8
1203 Genève

N/réf : RHF/egu

P/12129/2008 - M. Ridha ZARGOUNI

Madame,

J'accuse réception de vos lignes du 5 novembre 2008.

Suite à la plainte pénale que vous avez adressée au Parquet en date du 18 juillet 2008, j'ai ordonné qu'une enquête préliminaire soit diligentée par la Police judiciaire. Cette enquête est en cours.

Je vous prie de bien vouloir croire, Madame, à l'assurance de mes sentiments distingués

Le Procureur Général

Fabrice ROCH, Substitut



Conseil de coordination

Coordinating Council

Minutes of the Executive Bureau

Friday 27 March 2009, 1:30 p.m., Room C.529

Presents: Mr. X. Campos, Ms. Norma Alicia Roulin-Hernandez, Mr. Daniel Premont, Mr. David Winch, Mr. Stephane Gasnault, Mr. Nazir Kohealtee, Mr. Ridha Zargouni.

Absents: Ms. Lin Dan, Mr. Slim Rouai

Invited to participate: Mr. Chiraz Baly, Mr. Rajamani Ramasamy.

The Executive Secretary suggested the inclusion of an urgent priority item due to the extreme gravity of the situation.

The agenda was adopted as amended.

1. Urgent priority item:

The Coordinating Council has recently received a copy of the Report in case 583 of the Geneva Joint Appeals Board sent on 4 February 2009 by regular internal mail, by Mr. David Browne, Legal Officer, on behalf of the Administration of Justice Unit/Office of the Deputy Secretary-General.

The facts at the base of the complaint, as quoted by the JAB in its recommendation clearly show that Mr. Ridha Zargouni, head of the Alliance electoral list during the recently held elections, and a potential candidate for the Executive Bureau, has been found to have engaged in a "deplorable" behaviour that in our opinion disqualify him to represent the staff.

Specifically, the Geneva JAB "was astonished that Mr. Zargouni as Chief, Text Processing Section was only reprimanded." It considered that the fact that "[he] "purged" himself in the course of the investigation by lying to the investigators was serious and would have warranted more than a mere reprimand" (paragraph 35 of the JAB report).

Moreover, as it is also stated in the cover letter of the Deputy-Secretary-General of the United Nations, Ms. Asha-Rose Migiro, the recommendation by the JAB in the case at hand which was unfavourable to complainant, has been rejected by the Secretary-General, who has considered that the complainant "was not given full and fair consideration" (page 3, first paragraph) and therefore

the case can be appealed before the UN internal jurisdiction.

Furthermore, the complainant has initiated criminal proceedings against Mr. Zargouni, before the competent Geneva authorities in connection with the allegations referred to in the JAB report and an investigation is presently being carrying out by the Geneva Judicial Police. The complainant has officially requested the legal and financial support of the UNOG staff representation.

Taking into account the circumstances, the Executive Secretary who had previously spoken in private with Mr. Zargouni, requested him on behalf of the Executive Bureau to face his responsibility and to step down at once from all his staff representative functions in order not to damage the credibility and the reputation of the staff representation and not to interfere with the course of justice.

Mr. Zargouni refused to do that alleging that "the case was closed" and that "it was confidential". He told the Executive Bureau that "he did not have to take lesson from anybody". He then stood up and snatched the copy of the JAB report and the attached correspondence from the hands of the Executive Secretary before leaving the room proffering disparaging remarks against the ES and threatening him to "casser sa gueule"(sic). One of the members reminded Mr. Zargouni that he was taking away a document that was the property of the Coordinating Council. He mentioned that he will give it back to the secretary only, Ms. Liliane Jacquemoud.*

The members of the Executive Bureau agreed that Mr. Zargouni's behaviour was intolerable and totally incompatible with the purpose and the dignity of staff representation.

In view of the gravity of the matter, the Executive Bureau decided to bring the issue to the urgent attention of the JIU and the Director General to seek their urgent intervention to help the Bureau protect the probity and the reputation of staff representation and that of the United Nations. While the members of the Bureau were concerned to safeguard all procedural guarantees for the parties involved before the relevant jurisdictions, they expressed their resolve to prevent a situation that could be highly damaging for the staff and the credibility of the staff representation.

2. Finalisation of pending issues:

- Decisions on the acceptance of personal cases requiring financial assistance by the Council were adopted by consensus.

- Decision to proceed with the payments put on the table by the Financial Commission were approved by consensus.

The meeting was closed at 3:30 p.m.

*/ Until now Mr. Ridha Zargouni has not returned the documents to the Coordinating Council Secretariat.